



Ottawa, le 25 février 2014

Mémoire D11-5-2

Règles d'origine spécifiques – ALÉNA

En résumé

Les modifications liées à la révision du texte qui ont été apportées ne modifient aucunement les politiques ou procédures existantes comprises dans le présent mémorandum.

Le présent mémorandum fournit un lien stable menant au site Web du ministère de la Justice où figure la version du [Règlement sur les règles d'origine \(ALÉNA\) – Annexe I – Règles d'origine spécifiques](#) qui sert à déterminer l'admissibilité des marchandises au traitement tarifaire préférentiel en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).

Législation

La dernière version à jour du [Règlement sur les règles d'origine \(ALÉNA\) – Annexe I – Règles d'origine spécifiques](#) figure sur le site Web du ministère de la Justice.

Le [Règlement sur les règles d'origine \(ALÉNA\) – Annexe I – Règles d'origine spécifiques](#) figure sur les pages 305 à 486 du DORS/94-14.

Lignes directrices et renseignements généraux

Renseignement supplémentaire

Pour plus de renseignements, communiquez avec le [Service d'information sur la frontière](#) de l'ASFC (SIF) :

Appels du Canada et des États-Unis (sans frais) : **1-800-461-9999**

Appels de l'extérieur du Canada et des États-Unis (des frais d'interurbain s'appliquent) :

1-204-983-3550 ou 1-506-636-5064

ATS : **1-866-335-3237**

[Communiquer avec nous en ligne](#) (formulaire web)

[Communiquer avec l'ASFC](#) du site Web de l'ASFC.

Références	
Bureau de diffusion	Direction des programmes commerciaux
Dossier de l'administration centrale	4571-6-1
Références légales	<p><u><i>Règlement sur les règles d'origine (ALÉNA)</i></u></p> <p>Décret en conseil C.P. 1993-2186 Décret en conseil C.P. 1994-2153 Décret en conseil C.P. 1995-2233 Décret en conseil C.P. 1995-2234 Décret en conseil C.P. 1997-0585 Décret en conseil C.P. 2000-0266 Décret en conseil C.P. 2001-2417 Décret en conseil C.P. 2002-2240 Décret en conseil C.P. 2004-1605 Décret en conseil C.P. 2006-497 Décret en conseil C.P. 2009-994 Décret en conseil C.P. 2009-995</p>
Autres références	
Ceci annule le mémorandum D	D11-5-12 daté le 19 mars 2010